

Annonces budgétaires pour 2026 : comme toujours c'est à la population de payer !

Pour « tenir » son déficit de 5 % en 2026, le gouvernement compte donc trouver 3 milliards d'euros d'économies, deux au titre du budget de l'État, un au titre de la sécurité sociale. Alors que la priorité devrait être de satisfaire les besoins sociaux et de prendre les mesures indispensables pour adapter le pays au dérèglement climatique, le gouvernement radote toujours les mêmes recettes en décalage complet avec la réalité.

Il demeure incapable de concevoir que tout cela est un **problème de recettes** qu'il a sciemment rabottées depuis 2017 en supprimant l'ISF, instaurant la flat tax, diminuant fortement les impôts de production ou encore inscrit dans le marbre des dispositifs d'exonérations de cotisations patronales comptant sur la « croissance ». Sauf qu'à force d'austérité salariale et d'attaques contre les aides sociales, celle-ci n'est pas au rendez-vous entraînant ainsi de nouvelles baisses de rentrées fiscales et de cotisations sociales...

Comme toujours c'est haro sur les dépenses et rendre la vie toujours plus difficile à la population, à commencer par les classes populaires. Des crédits gelés empêchent l'investissement dans les secteurs écologiques indispensables et font dysfonctionner toujours plus les services publics. Côté protection sociale, la chasse aux arrêts maladie va pouvoir s'amplifier sans compter les baisses des indemnisations. En faisant reposer la faute sur les accidenté·es et malades du travail, jamais sur le patronat qui dégrade les conditions de travail et de vie de ses employé·es.

L'Union syndicale Solidaires dénonce le cynisme et l'irresponsabilité du gouvernement qui n'a aucune autre ambition que de servir les classes fortunées. 90 % de la population souffre de la chaleur et des hôpitaux publics délabrés et le gouvernement reporte de 5 ans l'indispensable rénovation thermique des logements bouilloires et réduit encore la voilure de la santé publique.

Il est plus que temps de solder les comptes : c'est au mouvement social d'imposer dès à présent la justice sociale et climatique au cœur des enjeux politiques.

C'est urgent.

Paris le 8 juillet 2026